Numéro 160

CHAIRE DE DYNAMIQUE SOCIALE (C.D.S)

MOUVEMENTS & ENJEUX SOCIAUX

Revue Internationale des Dynamiques Sociales



WWW.MESRIDS.ORG
JUILLET - AOUT 2026
KINSHASA-R.D.C

M.E.S., n°160
Juillet - Août 2026

SOMMAIRE

- Jonathan Mfiri Kenshune, *Analyse de la perception des stratégies d'attractivité et de fidélisation des croyants des églises chrétiennes à Kinshasa*……1
- Marc Kobo Makolo, *Les conditions spécifiques à la responsabilité du transporteur aérien* 13
- Léon Engondo Makaba, *Formation des apprenants adultes dans les centres d'alphabétisation de la ville de Kinshasa* 21
- Deborah Mabiala Mvunda, Freddy Clever Lubala Kasumbi, Ange Mondo Ntimansiemi, *Déterminants d'accès à l'entrepreneuriat numérique par les jeunes universitaires de Kinshasa* 28
- Djuma Pili Babu, *La gestion de chambre comme stratégie politique* 37
- Paul Samangua Okitalange, *La gouvernance sécuritaire dans l'Est de la RDC face aux interventions régionales et internationales* 43
- Bénie Biselele Ntumba, *La responsabilité disciplinaire des commissaires aux comptes en droit positif congolais* 50
- Ally Kabongolo Lusamba, Augustin Cilengi Kandolo, *Informalité urbaine et gestion environnementale à Kinshasa : contraintes pour les politiques publiques* 60
- Eddy Ngomele Mayele, David Kutangila Mayoya, *La prédiction des transactions frauduleuses dans une plateforme mobile de vente d'espaces commerciaux virtuels : application du modèle Isolation Forest (2023-2026). Cas de Kinshasa/RDC* 66
- Leblanc Muyaka Wendo, *Analyse empirique du risque de crédit bancaire par l'approche de scoring : essai avec le cas de la Rawbank* 76
- Ange Matondo, Josué Ozowa Latem, *Les manifestations psychopathologiques liées à la séparation du téléphone portable chez les adolescents scolarisés : étude empirique en milieu scolaire* 84
- Israël Bongongo Atula, Esther Mboyo Engunda, Maria Mbombo Kakanda, *La géopolitique minérale en Afrique centrale et la sécurité : regard sur la RDC* 91
- Gertrude Mangaza Kangela, *De l'effectivité de la protection des droits de la veuve à l'épreuve des réalités sociales en RDC : cas de la tribu Lega* 98
- Jean-Jules Mboti Matolu, *Mythe de la conscience dans la gestion des déchets à Kinshasa : entre idéalisme moral et réalité institutionnelle* 104
- Thérèse Bilonda Lukusa, *La limitation irréalisée de la dot en RDC : entre normativité légale et résistance coutumière* 109
- Espérant Senemona Nakwafion, Hilaire Makindu Massamba Kaba, Xavier François Langi Sogena, *Processus d'acquisition des ressources et performance des PME dans la ville de Gemena*.....115
- Mimie Mpika Nsungi, *Immigration irrégulière en RDC : causes, conséquences et mécanismes de protection des étrangers* 123
- Aristote Mango Bepaly, *La responsabilité civile à l'épreuve de la protection du consommateur numérique en droit congolais* 129
- David Odia Mbuyi, *Déterminants de la croissance économique des pays en développement : approche panel de 2005 à 2017* 136
- Maria Mbombo Kakanda, Papy-Marcel Nyamabu Kabengele, Israël Bongongo Atula, *L'ANAPI et l'impact des investissements directs étrangers en République Démocratique du Congo : défis et opportunités* 143
- Pierre Dikete Koyamondja, *L'effectivité des droits fondamentaux face à l'analphabétisme et au déficit d'accès à l'information : entre fiction juridique et citoyenneté inaccomplie* 150

- Victor Kapoke Okito, *Le rôle des médias de la province du Sankuru face au recrutement des jeunes dans l'armée pendant la période de guerre à l'Est de la RDC*……156
- Austin Bongima Bolangi, *Infrastructures de transport et dynamique de la croissance endogène en République Démocratique du Congo : approche économétrique par le modèle à correction d'erreur* 165
- Mundonga Kimpembe C., Ngongo Kilongo F., Amina Lwikitcha B., Mutula Mudekere J., *Le développement intégral des chrétiens des Églises locales de la 8e CEPAC, axe Chahi dans la ville de Bukavu : une analyse critique pour la mission holistique de l'Église* 174
- Gudule Muzongo Mbo, Jocelyn Nappa Usatu, Guillain Komana Kota, Exaucé Bumbakini Kubemba, *Accès à la protection sociale et prise en charge institutionnelle des personnes du troisième âge à Kinshasa* 181
- Schekinah Mopiti Mikwa, Deborah Bowa Baike, *Gratuité de l'enseignement primaire et qualité de l'éducation dans la ville de Kinshasa : une analyse de la commune de Limete (2020-2025)* 191
- Faida Zahabu Mwangu, *Bilocalité conjugale et mobilité professionnelle à Lodja : analyse sociologique des stratégies de résilience familiale en contexte d'enclavement* 198
- Éric Mbutyabo Makati, *La responsabilité civile et environnementale des entreprises minières en droit congolais : quelles réparations pour les dommages écologiques ?* 204
- Willy Luanda Bautolinga, Jean-Pierre Kolokota Baelo, Félix Mbangala Bimbu, Jacques Djoli Iseng'Ekeli, Barthélemy Omeonga Tongomo, *La question épistémologique des thèses doctorales en sciences sociales en République Démocratique du Congo : fondements juridiques et enjeux de la participation des autorités coutumières à la protection des écosystèmes forestiers* 210
- Jean Roger Kayembe Kabeya, *Analyse juridique des guichets uniques congolais : cas de celui de la déclaration et paiement uniques de l'impôt et cotisations sur les rémunérations des travailleurs* 215
- Tommy Bakola Bolingo, *État des lieux de l'Agence nationale pour la promotion des investissements et du guichet unique face à la création d'entreprise en République Démocratique du Congo*……221
- Charles Kasereka Matsipa, Félicité Langwana Kiwani, Marthe Khake Kabuo, *Catastrophes naturelles et résilience communautaire : perception et stratégie d'adaptation des riverains de la rivière N'djili face aux inondations à Kinshasa* 229
- Jean-Paul Lumvutu Mandiangu, *De la problématique de la mise en œuvre mitigée par la République démocratique du Congo de ses engagements internationaux relatifs à la protection de sa biodiversité* 235
- Delphin Dieudo Shimuna, Socrate Ibutshi Musongo, Steve Kabasele Mukeba, *Communication gouvernementale et protection de l'environnement en République démocratique du Congo : analyse des politiques publiques, défis et perspectives* 251
- Jérôme Mungukende Pithua, *Intégration régionale et crise sécuritaire : regard sur l'adhésion de la RDC à la Communauté des États de l'Afrique de l'Est* 258
- Bénédicte Akukwi Stella, Aristide Manzusi Nketo, *L'entrepreneuriat féminin comme forme de participation citoyenne économique en République démocratique du Congo : rôle et influence des associations entrepreneuriales féminines dans les politiques publiques* 266
- Véronique Ndjeka Olele, Danny Kabongo Kandolo, *Modélisation des relations entre climat relationnel, bien-être et performance scolaire : proposition d'un dispositif méthodologique mixte en contexte scolaire congolais* 279
- Evariste Mbayabu Ntambwe, Danny Kabongo Kandolo, *Impact des outils pédagogiques locaux sur la compréhension des concepts mathématiques chez les élèves du primaire en milieu rural : cas de la Sous-division de Lodja 6 (RDC)* 285
- Carine Lomotsha, *Application du plan de prévision des matières selon l'approche par compétences en coupe-couture : cas du centre de Tshumbe* 291
- Brigitte Anibiloni Sungufue, Nestor Kombozi Waloimi, Augustin Avoci Pithua, Jean-Bosco Ndungo Walaya, *Inflation et taux de change en République démocratique du Congo de 1990 à 2022*…..298
- Jean Mbuyu Luyongola, Benjamin Makamba Mbalanda, *L'irrecevabilité du pourvoi en cassation : audit critique des arrêts de rejet liés au mandat, au délai et aux décisions préparatoires* 311
- Guy Mbau Gibanda, *Gouvernance universitaire et reddition des comptes : effets sur l'image institutionnelle des établissements publics d'enseignement supérieur à Kinshasa* 321

- Matthieu Tshilumba Kalenga, *L'impact de la digitalisation des procédures d'importation via la FERI sur la performance du commerce extérieur de la RDC* 330
- Angèle Ngoy Kasongo, Danny Kabongo Kandolo, *Influence des stratégies pédagogiques locales sur l'apprentissage de la lecture en milieu rural : cas des écoles primaires de la Sous-division Lubefu 2* 337
- Jean-Thomas Omalohembe Mumbola, Paul-René Lohata Tambwe Okitokosa, *Difficultés d'accès aux services de santé et d'éducation de base en milieu rural sankurois : analyse des inégalités et stratégies d'amélioration de 2019 à 2023* 346
- Stanis Kwete Minga, *Evolution des modes de passation des marchés publics en RDC : une évaluation statistique sur la période 2016-2021*.....351
- Blaise Nzuzi Kimini, *Publicité déguisée des produits présentés comme médicamenteux sur les réseaux sociaux : opportunité commerciale ou risque de sante publique ? Analyse de contenu des plateformes Facebook « SM Market – Herbal Spray »et WhatsApp « Santé pour Homme et Femme – FDA »*…….361
- Jean Eloho Omokoko Ovungu, Henock Kasimoto, Raoul Kienge-Kienge Intudi, *Construction symbolique d'altérité conflitogène intercommunautaire dans le Sankuru* 369
- Jean-Paul Liyongo Bompoko, *Audit des recettes tarifaires et mobilisation des ressources du trésor public en RD Congo : analyse empirique du Port de Matadi de 2021 à 2025*…….372
- Eugénie Dinkembi Dimbueni, *Le Mandombe face aux dynamiques contemporaines de préservation et de revalorisation de l'identité culturelle Kongo* 378
- Belvie Kabamba Kabeya, *Crise de l'effectivité du droit pénal face aux fautes de gestion financière des sociétés commerciales dans les marchés publics en RDC* 385
- Stella Dago Alino, *La grammaire du pouvoir répressif international : de la responsabilité pénale individuelle à la responsabilité du supérieur hiérarchique* 395
- Grace Pongo Ndjondo, *Le management des institutions confessionnelles pour le développement local : cas de l'Église kimbanguiste à Kinshasa* 401
- Marcelin Mukala Musiru, *Les paradoxes de la profession des journalistes en RDC : liberté proclamée, indépendance entravée ?* 409
- François Layinga Katete, *Crise sécuritaire de Mobodo dans l'espace Grand Bandundu et sa résolution par l'approche EXAUCLEP*.....416

COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO :

analyse des politiques publiques, défis et perspectives

par

Delphin DIEUDO SHIMUNA

Socrate IBUTSHI MUSONGO

Steve KABASELE MUKEBA

Résumé

La protection de l'environnement constitue aujourd'hui un enjeu majeur pour la République démocratique du Congo (RDC), en raison de l'importance de ses ressources naturelles, de sa biodiversité exceptionnelle et de son rôle dans la régulation du climat mondial. Dans ce contexte, la communication gouvernementale apparaît comme un instrument stratégique pour sensibiliser les populations, promouvoir des comportements écologiquement responsables, renforcer la participation citoyenne et accompagner la mise en œuvre des politiques publiques environnementales. Cette étude analyse la politique de communication du gouvernement congolais en matière de protection de l'environnement afin d'identifier ses principaux enjeux, les défis qui entravent son efficacité ainsi que les perspectives d'amélioration. L'étude s'appuie sur une approche qualitative fondée sur l'analyse documentaire de textes juridiques, de politiques publiques, de rapports institutionnels et de travaux scientifiques portant sur la gouvernance environnementale en RDC. Les résultats montrent que, malgré l'existence d'un cadre institutionnel et réglementaire relativement structuré, la communication environnementale demeure confrontée à plusieurs contraintes, notamment l'insuffisance des ressources financières, la faible coordination entre les institutions publiques, l'accès limité aux technologies de l'information, la faible implication des communautés locales et le déficit de sensibilisation dans les zones rurales. L'article souligne que le renforcement de la communication gouvernementale nécessite une stratégie nationale intégrée, reposant sur une meilleure coordination des acteurs, le recours aux médias traditionnels et numériques, le développement de campagnes permanentes d'éducation environnementale, ainsi que le renforcement des partenariats avec la société civile, les établissements d'enseignement, les médias et les partenaires techniques et financiers. Une telle approche contribuerait à améliorer la gouvernance environnementale, à favoriser une participation citoyenne plus active et à soutenir les objectifs de développement durable en République démocratique du Congo.

Mots-clés : *Communication gouvernementale ; politique publique ; protection de l'environnement ; gouvernance environnementale ; développement durable ; sensibilisation environnementale ; République démocratique du Congo.*

Abstract

Keywords :

INTRODUCTION

La protection de l'environnement s'impose aujourd'hui comme l'un des principaux défis du XXIe siècle. Les effets du changement climatique, la déforestation, la perte de la biodiversité, la pollution et l'exploitation non durable des ressources naturelles obligent les États à renforcer leurs politiques publiques en faveur de la préservation de l'environnement.

A ce sujet, la communication gouvernementale constitue un levier essentiel pour informer, sensibiliser et mobiliser les citoyens autour des enjeux environnementaux, tout en favorisant leur participation à la mise en œuvre des politiques de développement durable. La République démocratique du Congo (RDC) occupe une place stratégique dans la gouvernance environnementale mondiale. Elle abrite le bassin du Congo, deuxième plus grande forêt tropicale de la planète après l'Amazonie, une biodiversité exceptionnelle ainsi que d'importantes ressources naturelles. Ce patrimoine environnemental joue un rôle majeur dans la régulation du climat mondial et dans le développement socio-économique du pays.

Toutefois, il est confronté à de nombreuses menaces, notamment la déforestation, l'exploitation minière, l'exploitation forestière illégale, le braconnage, l'urbanisation anarchique et les effets croissants du changement climatique. Face à ces défis, le gouvernement congolais a adopté plusieurs politiques, lois et stratégies visant à promouvoir la protection de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles. Cependant, l'efficacité de ces politiques dépend largement de la qualité de la communication institutionnelle mise en œuvre. Une communication environnementale efficace permet non seulement de diffuser les informations relatives aux politiques publiques, mais aussi de développer une conscience écologique, de renforcer la transparence des actions publiques et d'encourager l'engagement des communautés locales, des organisations de la société civile, des médias et des partenaires au développement.

Malgré les efforts entrepris, la communication gouvernementale en matière de protection de l'environnement demeure confrontée à plusieurs contraintes. Parmi celles-ci figurent l'insuffisance des ressources financières, la faible coordination entre les institutions publiques, l'accès limité aux technologies de l'information et de la communication, le faible niveau d'éducation environnementale et la couverture insuffisante des campagnes de sensibilisation, particulièrement dans les zones rurales.

Le présent article vise à analyser la politique de communication du gouvernement congolais dans la protection de l'environnement en mettant en évidence ses enjeux, les principaux défis auxquels elle est confrontée ainsi que les perspectives susceptibles d'améliorer son efficacité. À travers une analyse documentaire et une approche qualitative, cette étude entend contribuer à la réflexion sur le renforcement de la gouvernance environnementale en République démocratique du Congo et sur le rôle stratégique de la communication publique dans la promotion du développement durable.

Néanmoins, la protection de l'environnement constitue aujourd'hui une priorité pour les États en raison de l'accélération du changement climatique, de la dégradation des écosystèmes et de la diminution des ressources naturelles. En République démocratique du Congo (RDC), ces défis sont d'autant plus importants que le pays possède l'un des plus vastes massifs forestiers tropicaux au monde, une biodiversité exceptionnelle et d'abondantes ressources naturelles. Malgré l'adoption de plusieurs politiques publiques, lois et engagements internationaux en faveur de la protection de l'environnement, les résultats obtenus demeurent limités.

Par ailleurs, la communication gouvernementale est reconnue comme un instrument essentiel pour informer les citoyens, sensibiliser les communautés, favoriser les changements de comportement et mobiliser les différents acteurs autour des objectifs de protection de l'environnement.

Ainsi, en RDC, les campagnes de communication environnementale restent souvent ponctuelles, insuffisamment coordonnées et peu adaptées aux réalités socioculturelles des populations.

Cette situation réduit l'appropriation des politiques environnementales par les citoyens et affaiblit leur participation aux actions de préservation des ressources naturelles. Par ailleurs, plusieurs facteurs compromettent l'efficacité de cette communication, notamment la faiblesse des moyens financiers et techniques, la faible coordination institutionnelle, l'insuffisance de l'éducation environnementale, l'accès limité aux technologies de l'information et de la communication, ainsi que la difficulté d'atteindre les populations vivant dans les zones rurales et enclavées. Ces contraintes limitent la diffusion des messages de sensibilisation et la mise en œuvre efficace des politiques publiques environnementales.

Dès lors, il devient nécessaire de s'interroger sur la contribution réelle de la politique de communication du gouvernement congolais à la protection de l'environnement. Cette réflexion conduit aux questions suivantes :

- pourquoi la politique de communication du gouvernement congolais produit-elle des résultats limités dans la protection de l'environnement malgré l'existence d'un cadre juridique et institutionnel relativement développé ?
- quels sont les principaux défis qui entravent l'efficacité de cette communication environnementale ?

L'état de la question permet de situer la présente recherche par rapport aux travaux déjà réalisés sur la communication gouvernementale et la protection de l'environnement. Plusieurs chercheurs ont démontré que la communication publique constitue un instrument essentiel de la gouvernance environnementale, dans la mesure où elle favorise la sensibilisation des citoyens, la transparence de l'action publique et la participation des différentes parties prenantes à la gestion durable des ressources naturelles. Politiques environnementales dépend non seulement de l'existence d'un cadre juridique approprié, mais également de la qualité des stratégies de communication mises en œuvre par les pouvoirs publics.

Les organisations internationales, notamment le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), insistent sur le rôle de l'information, de l'éducation et de la communication dans la promotion du développement durable et de la protection de l'environnement. En République démocratique du Congo, plusieurs recherches se sont intéressées à la gouvernance environnementale, à la gestion des ressources forestières, aux effets de l'exploitation minière et aux politiques publiques de conservation.

Ces travaux mettent en évidence les défis liés à l'application des lois environnementales, au financement des politiques publiques, à la participation des communautés locales et à la coordination des institutions. En revanche, peu d'études analysent de manière approfondie la politique de communication gouvernementale comme facteur déterminant de la réussite des actions de protection de l'environnement. La présente étude se distingue des recherches antérieures en examinant spécifiquement les mécanismes de

communication mis en œuvre par le gouvernement congolais, leur efficacité dans la sensibilisation des populations, les obstacles qui limitent leur impact ainsi que les perspectives d'amélioration.

Elle entend ainsi contribuer à enrichir les connaissances scientifiques sur la communication publique environnementale en proposant des recommandations susceptibles de renforcer la gouvernance environnementale et la participation citoyenne en République démocratique du Congo. Cette rédaction est adaptée à un article scientifique de niveau Master ou Doctorat et s'intègre logiquement après la problématique.

La présente étude repose sur l'hypothèse générale selon laquelle l'efficacité de la politique de communication du gouvernement congolais dans la protection de l'environnement dépend de la qualité des stratégies de communication mises en œuvre, de la coordination entre les acteurs institutionnels, de la participation des populations et de la disponibilité des ressources humaines, techniques et financières. De cette hypothèse générale découlent les hypothèses spécifiques suivantes :

- la faible efficacité de la communication gouvernementale en matière de protection de l'environnement s'explique principalement par l'insuffisance des moyens financiers et techniques, la faible coordination institutionnelle et la couverture limitée des campagnes de sensibilisation ;
- une stratégie de communication environnementale intégrée, participative et adaptée aux réalités socioculturelles de la République démocratique du Congo renforcerait la sensibilisation des populations, encouragerait l'adoption de comportements responsables et améliorerait la mise en œuvre des politiques publiques de protection de l'environnement.

Analyser la politique de communication du gouvernement congolais dans la protection de l'environnement afin d'évaluer son efficacité, d'identifier les principaux défis qui entravent sa mise en œuvre et de proposer des stratégies susceptibles de renforcer la gouvernance environnementale et le développement durable en République démocratique du Congo.

I. DEMARCHE MÉTHODOLOGIE SUIVIE ET CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE

1.1. Méthodologie

La présente étude adopte une approche qualitative, privilégiée pour analyser la politique de communication du gouvernement congolais dans la protection de l'environnement, comprendre les mécanismes de communication mis en œuvre et identifier les facteurs qui influencent leur efficacité.

La recherche repose essentiellement sur la méthode documentaire, qui consiste à examiner les textes législatifs et réglementaires, les politiques publiques, les rapports des institutions nationales et internationales, ainsi que les ouvrages, articles scientifiques, mémoires et thèses portant sur la communication publique, la gouvernance environnementale et le développement durable en République démocratique du Congo.

L'analyse s'appuie également sur la méthode analytique, qui permet d'interpréter les informations recueillies, de mettre en évidence les forces et les limites de la politique de communication gouvernementale, puis d'établir des liens entre les stratégies de communication, la participation citoyenne et la protection de l'environnement.

Pour le traitement des données, la recherche utilise la technique d'analyse de contenu, consistant à identifier, classer et interpréter les informations issues des documents consultés afin de dégager les principaux enjeux, défis et perspectives de la communication gouvernementale en matière environnementale.

Enfin, les résultats sont interprétés à la lumière des principes de la gouvernance environnementale et de la communication publique, dans le but de formuler des recommandations susceptibles de renforcer l'efficacité des politiques de communication et de promouvoir une gestion durable des ressources naturelles en République *démocratique du Congo***.**

1.2. Cadre théorique

La présente étude s'inscrit dans le champ de la communication publique et de la gouvernance environnementale. Afin d'analyser la politique de communication du gouvernement congolais dans la protection de l'environnement, elle mobilise principalement la théorie de la communication pour le développement (Communication for Development – C4D), complétée par les principes de la gouvernance environnementale.

La théorie de la communication pour le développement considère la communication comme un processus participatif visant à favoriser le changement de comportements, la participation citoyenne et le développement durable. Elle soutient que les politiques publiques produisent de meilleurs résultats lorsque les populations sont informées, consultées et impliquées dans les processus de décision.

Dans le domaine environnemental, cette approche met l'accent sur la sensibilisation, l'éducation, le dialogue entre les acteurs et la diffusion d'informations fiables afin de promouvoir des pratiques respectueuses de l'environnement.

Par ailleurs, la gouvernance environnementale repose sur les principes de transparence, de responsabilité, de participation, de coordination institutionnelle et de gestion durable des ressources naturelles. Elle implique une collaboration entre les pouvoirs publics, les collectivités territoriales, les organisations de la société civile, les médias, le secteur privé, les communautés locales et les partenaires techniques et financiers.

Dans cette perspective, la communication gouvernementale constitue un outil stratégique permettant d'assurer la circulation de l'information, de renforcer la confiance des citoyens et de favoriser leur adhésion aux politiques de protection de l'environnement. L'articulation de ces deux approches théoriques permet d'analyser la manière dont les stratégies de communication gouvernementale influencent la mise en œuvre des politiques environnementales en République démocratique du Congo.

Elle offre également un cadre d'analyse pour évaluer les facteurs qui favorisent ou limitent l'efficacité de la communication publique et pour proposer des mécanismes susceptibles de renforcer la gouvernance environnementale et le développement durable.

II. LA POLITIQUE DE COMMUNICATION ENVIRONNEMENTALE EN RD CONGO

La République démocratique du Congo dispose d'un patrimoine naturel exceptionnel, comprenant le bassin du Congo, une biodiversité remarquable et d'importantes ressources minières, forestières et hydriques. Face aux menaces liées à la déforestation, à l'exploitation illégale des ressources naturelles, à la pollution et au changement climatique, le gouvernement a adopté plusieurs politiques publiques visant à assurer une gestion durable de l'environnement. La communication gouvernementale constitue un instrument essentiel pour accompagner ces politiques. Elle vise à informer les citoyens, sensibiliser les communautés, promouvoir des comportements responsables et renforcer la participation des différents acteurs à la protection de l'environnement. À cet effet, plusieurs ministères, établissements publics et partenaires interviennent dans la conception et la diffusion des messages de sensibilisation.

2.1. Les stratégies de communication utilisées par le gouvernement

Pour promouvoir la protection de l'environnement, le gouvernement congolais recourt à plusieurs stratégies de communication, notamment :

- les campagnes nationales de sensibilisation sur la protection des forêts et de la biodiversité ;
- les émissions radiophoniques et télévisées consacrées aux questions environnementales ;
- les conférences, ateliers et séminaires organisés avec les partenaires nationaux et internationaux ;
- les réseaux sociaux et les plateformes numériques pour diffuser des messages de sensibilisation ;
- les programmes d'éducation environnementale dans les établissements scolaires et universitaires ;
- les activités communautaires impliquant les autorités locales, les leaders religieux et les organisations de la société civile.

Ces stratégies permettent d'améliorer progressivement l'accès à l'information environnementale, même si leur portée reste encore limitée dans plusieurs régions du pays.

2.2. Les enjeux de la communication gouvernementale dans la protection de l'environnement

La communication gouvernementale présente plusieurs enjeux majeurs. Sur le plan environnemental, elle contribue à réduire les pratiques destructrices des ressources naturelles grâce à la sensibilisation des populations. Sur le plan social, elle favorise la participation citoyenne et développe une culture de responsabilité collective face aux défis environnementaux. Sur le plan économique, elle encourage une exploitation durable des ressources naturelles, essentielle au développement du pays. Enfin, sur le plan institutionnel, elle renforce la transparence de l'action publique et améliore la collaboration entre les institutions, les partenaires techniques et financiers ainsi que les communautés locales.

2.3. Les principaux défis de la communication environnementale

Malgré les efforts engagés, plusieurs obstacles limitent l'efficacité de la politique de communication gouvernementale. Le premier défi concerne l'insuffisance des ressources financières destinées aux campagnes de sensibilisation. Le deuxième défi réside dans la faible coordination entre les institutions impliquées dans la gestion environnementale.

Dans cet ordre d'idées, défi est lié au faible accès des populations rurales aux moyens modernes de communication. S'ajoutent également le faible niveau d'éducation environnementale, l'insuffisance des

infrastructures de communication, la diversité linguistique et le manque de suivi-évaluation des campagnes menées. Ces difficultés réduisent l'impact des actions gouvernementales et limitent la participation active des citoyens.

III. PERSPECTIVES D'AMELIORATION

Afin d'améliorer l'efficacité de la communication gouvernementale, plusieurs actions peuvent être envisagées. Il est nécessaire d'élaborer une stratégie nationale intégrée de communication environnementale, fondée sur une meilleure coordination des acteurs institutionnels.

Le gouvernement devrait accroître les investissements consacrés à la communication publique et renforcer les capacités des professionnels du secteur. L'utilisation des langues nationales dans les campagnes de sensibilisation permettrait de toucher un public plus large, notamment dans les zones rurales. Le développement des technologies numériques, des radios communautaires et des médias de proximité contribuerait également à améliorer la diffusion des messages environnementaux. Enfin, le renforcement des partenariats avec les universités, les centres de recherche, les organisations de la société civile, le secteur privé et les partenaires internationaux favoriserait une communication plus participative et plus efficace.

6. Analyse critique

L'analyse montre que la communication gouvernementale occupe une place importante dans la mise en œuvre des politiques environnementales en République démocratique du Congo. Toutefois, son efficacité demeure limitée par des contraintes institutionnelles, financières, techniques et organisationnelles. Une politique de communication performante doit dépasser la simple diffusion d'informations pour instaurer un dialogue permanent avec les citoyens, renforcer leur participation et développer une véritable culture de protection de l'environnement.

Dans cette perspective, l'amélioration de la gouvernance environnementale passe par une communication transparente, inclusive et adaptée aux réalités locales. Une telle approche permettra non seulement d'améliorer la gestion durable des ressources naturelles, mais aussi de contribuer à la réalisation des objectifs nationaux de développement durable et des engagements internationaux de la République démocratique du Congo.

Perspectives et recommandations l'analyse de la politique de communication du gouvernement congolais en matière de protection de l'environnement met en évidence la nécessité de renforcer les mécanismes de communication publique afin de répondre efficacement aux défis environnementaux auxquels la République démocratique du Congo est confrontée.

Les perspectives d'amélioration reposent sur une approche intégrée, participative et durable, impliquant l'ensemble des acteurs concernés. En premier lieu, le gouvernement devrait élaborer et mettre en œuvre une stratégie nationale de communication environnementale définissant des objectifs clairs, des messages adaptés, des publics cibles, des outils de communication appropriés ainsi que des mécanismes de suivi et d'évaluation. Cette stratégie permettrait d'assurer une meilleure cohérence des actions menées par les différentes institutions publiques. En deuxième lieu, il est indispensable de renforcer les capacités institutionnelles et financières des administrations en charge de l'environnement et de la communication.

L'allocation de ressources suffisantes, la formation continue des agents publics et l'acquisition d'équipements modernes contribueraient à améliorer la qualité et la portée des campagnes de sensibilisation. Par ailleurs, il est recommandé de renforcer l'éducation environnementale dans les établissements scolaires et universitaires afin de développer une culture de protection de l'environnement dès le plus jeune âge.

Cette démarche devrait être accompagnée d'actions de sensibilisation régulières destinées aux communautés locales, aux organisations de la société civile et au secteur privé. En outre, le gouvernement gagnerait à développer des partenariats stratégiques avec les médias, les organisations non gouvernementales, les institutions de recherche, les collectivités territoriales, les partenaires techniques et financiers ainsi que les communautés locales.

Une telle collaboration favoriserait une communication plus inclusive, une meilleure circulation de l'information et une participation accrue des citoyens à la gouvernance environnementale. Enfin, il est recommandé de mettre en place un système permanent de suivi et d'évaluation des politiques de communication environnementale. Ce dispositif permettrait de mesurer l'impact des campagnes de sensibilisation, d'identifier les difficultés rencontrées et d'ajuster les stratégies en fonction des résultats obtenus. En définitive, le renforcement de la communication gouvernementale constitue un levier stratégique pour améliorer la gouvernance environnementale, promouvoir une gestion durable des ressources naturelles et contribuer à l'atteinte des objectifs de développement durable en République

démocratique du Congo. La réussite de cette politique dépendra de l'engagement des pouvoirs publics, de la participation active des citoyens et de la coopération entre l'ensemble des parties prenantes.

CONCLUSION

Au terme de cette réflexion, il était question d'analyser la politique de communication du gouvernement congolais dans la protection de l'environnement en mettant en évidence ses enjeux, les défis qui entravent son efficacité ainsi que les perspectives susceptibles d'en améliorer les performances. L'analyse a montré que la communication gouvernementale constitue un levier stratégique pour informer, sensibiliser et mobiliser les citoyens autour des questions environnementales, tout en favorisant leur participation à la mise en œuvre des politiques publiques de protection de l'environnement.

Les résultats de cette recherche révèlent que, malgré l'existence d'un cadre juridique et institutionnel relativement favorable, la communication environnementale en République démocratique du Congo demeure confrontée à plusieurs contraintes. Parmi celles-ci figurent l'insuffisance des ressources financières et techniques, la faible coordination entre les institutions publiques, l'accès limité aux technologies de l'information et de la communication, la faible couverture des campagnes de sensibilisation, ainsi que l'insuffisante implication des communautés locales dans les actions de protection de l'environnement. L'étude confirme ainsi l'hypothèse selon laquelle l'efficacité de la politique de communication gouvernementale dépend de la qualité des stratégies de communication adoptées, de la coordination des acteurs, de la participation citoyenne et de la disponibilité des moyens humains, matériels et financiers. Une communication environnementale efficace ne doit pas se limiter à la diffusion d'informations ; elle doit favoriser le dialogue, la transparence, la responsabilisation et l'engagement collectif en faveur d'une gestion durable des ressources naturelles.

Au regard de ces constats, il apparaît indispensable de renforcer la stratégie nationale de communication environnementale, d'améliorer les capacités institutionnelles des services publics, d'intégrer davantage les technologies numériques et les langues nationales dans les campagnes de sensibilisation, ainsi que de promouvoir une collaboration étroite entre les pouvoirs publics, les médias, les établissements d'enseignement, les organisations de la société civile, les partenaires techniques et financiers et les communautés locales.

En définitive, la protection de l'environnement en République démocratique du Congo ne pourra être pleinement efficace que si la communication gouvernementale devient un véritable instrument de gouvernance participative, capable de susciter une prise de conscience collective et de renforcer l'engagement de tous les acteurs. Une telle dynamique contribuera non seulement à la préservation du patrimoine naturel national, mais également à la réalisation des objectifs de développement durable et au bien-être des générations présentes et futures.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- SURAY J. (de), *Droit de l'urbanisme et de l'environnement*, Tome III, établissement Emile Bruyland, Bruxelles, 1979.
- REZSOHARI R., Théorie et critique des faits sociaux, La renaissance du livre, Bruxelles, 1971.
- Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030. New York : ONU. 2015
- Faire la paix avec la nature. Nairobi : PNUE. 2021
- CENADEP, *guide pour la compréhension du code forestier de la* RDC, TPC print, Kinshasa, 2006.
- L'éducation au service des objectifs de développement durable : objectifs d'apprentissage. Paris : UNESCO. 2020
- Republic of Congo Country Climate and Development Report. Washington, DC : World Bank. 2023
- Stratégie nationale de communication environnementale. Kinshasa : Gouvernement de la République démocratique du Congo. 2021
- (2011). Loi n° 11/009 du 09 juillet 2011 portant principes fondamentaux relatifs à la protection de l'environnement. Kinshasa : Journal officiel. 2011.
- The Structure and Function of Communication in Society. New York : Harper & Brothers. 1948.
- Mass Media and National Development. Stanford : Stanford University Press. 1964.

- The Theory of Communicative Action (Vol. 1). Boston : Beacon Press. 1984.
- Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement. Rio de Janeiro.1992.
- World Conservation Congress: Outcomes and Recommendations. Gland : UICN. 2022.

Centre de recherche d'interface université-société

COMITÉ DE RÉDACTION ET ADMINISTRATION

- Directeur-Editeur : Sylvain Shomba Kinyamba, Professeur Ordinaire
- Rédacteur en Chef : Gaston Mwene Batende, Professeur Emérite
- Rédacteur en Chef adjoint : Patrick Develtere, Professeur Ordinaire
- Secrétaire de rédaction : Michel Kandolo Edungu, Chef de Travaux
- Relation avec les partenaires : Jean Pierre Mpiana, Professeur Ordinaire
- Archivage et logistique : Ingrid Mulamba Feza, Professeure Associée

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Professeurs Baeke Viviane, Batamba Balembu Antoine ; Bongeli Yeikeo Ya Ato Emile ; Develtere Patrick ; Ekala Pierre ; Gretry Lucille ; Huib Huyse ; Inswan Bidum Pierre ; Kaminar Théo-Macaire ; Kapalayi Mutanga Roger-Vincent ; Labana Lasay'abar Jean Berck Mans ; Malemba N'sakila Gilbert ; Matabisi Nico ; Mbalanda Willy ; Mbela Hiza Login ; Mbuyi Musongela François ; Mokonda Bonza Floratin ; Mukoka Nsenda François ; Mulamba Feza Ingrid ; Muluma Munanga Albert ; Musa Alokpo Dieudonné ; Musao Kalombo Célestin ; Mutunda Mwembo Pierre ; Mpiana Tshitenge Jean Pierre ; Mwabila Malela Clément ; Mwene Batende Gaston ; Ndeke Zamba Casimir ; Ngoma Binda Elie ; Ngoy Bisongo Colby ; Nkuanzaka Inzanza Adélard ; Ongevela Van Jan, Osokonda Okenge Basile, Ponsar Paul, Reychler Luc ; Sekimonyo Wa Magango Côme ; Shomba Kinyamba Sylvain ; Wingenga Jeannot ; Yandju Marie-Claire ; Yere Afobe Innocent Zimango Gama Romain.

Immeuble CDS n°3, Trafic, Route de l'Ouest,
Campus de l'Unikin, Tél. : 0999903563 /
shombakin@yahoo.fr,
www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N° ISSNB : 2790-3095 (impr.)
N° ISSNB : 2790-3109 (ligne)

